

NOTE CONCEPTUELLE

CONFERENCE MEDICRIME 2026

Présidence de la République de Moldova au Comité des Ministres
du Conseil de l'Europe



Comité des Parties à la
Convention MEDICRIME



*Medicines and
Medical Devices Agency*



PRESIDENCY OF THE
REPUBLIC OF MOLDOVA
COUNCIL OF EUROPE
NOVEMBER 2025 - MAY 2026
PRÉSIDENCE DE LA
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA
CONSEIL DE L'EUROPE
NOVEMBRE 2025 - MAI 2026

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

- **Dates** : 28 avril 2026
- **Lieu** : Chişinău, (République de Moldova)
- **Organisateurs** : Conseil de l'Europe, en partenariat avec l'Agence des médicaments et dispositifs médicaux de Moldova, relevant du ministère de la Santé de la République de Moldova

CONTEXTE

La falsification de produits médicaux et les infractions similaires constituent une menace croissante et mondiale pour la santé publique, la sécurité des patients et l'État de droit. Cette activité criminelle s'est transformée en une industrie mondiale sophistiquée et axée sur la technologie. Comprendre ces tendances actuelles est une étape fondamentale pour concevoir des réponses politiques efficaces. Au moins 10 % des médicaments dans les pays à revenu faible ou intermédiaire sont de qualité inférieure ou falsifiés¹. Des données suggèrent également une évolution chez certains groupes criminels organisés dans certaines régions, qui passent de la contrebande de stupéfiants et d'armes à l'implication dans la contrefaçon de médicaments, impliquant peut-être même des organisations terroristes².

La [Convention MEDICRIME](#)³ reste le seul instrument juridique international contraignant en matière de droit pénal conçu pour lutter contre cette menace, en exigeant des États Parties qu'ils incriminent ces actes.

La commodité de la vente en ligne offre une opportunité d'exploitation des sites de commerce électronique, des plateformes de médias sociaux et des applications cryptées pour atteindre les consommateurs avec des produits médicaux falsifiés ou illicites⁴, posant de graves risques pour la santé des consommateurs, qu'ils soient méfiants ou non.

L'infiltration croissante des produits médicaux falsifiés dans le sport menace directement l'intégrité de la lutte contre le dopage. Les réseaux criminels exploitent la demande de stimulateurs de performance, inondant le marché d'hormones falsifiées, de peptides et de stimulants interdits, souvent vendus en ligne ou via des réseaux de salles de sport et des clubs sportifs non réglementés. Cette convergence de la criminalité pharmaceutique et du sport érode la confiance du public dans une compétition saine et oblige les organismes antidopage à opérer dans un paysage de plus en plus flou entre thérapie, amélioration des performances et falsification criminelle. Il s'agit d'une menace pour la santé des jeunes et des adultes pratiquant un sport, que ce soit au niveau professionnel ou amateur.

¹ OMS, Produits médicaux de qualité inférieure et falsifiés, 3 décembre 2024.

² Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), *Trafic transnational et état de droit en Afrique de l'Ouest : une évaluation des menaces*, juillet 2009, p. 35.

³ Conseil de l'Europe, *Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique* (STCE n° 211), Moscou, 28 octobre 2011.

⁴ INTERPOL, « 11 millions de dollars américains de médicaments illicites saisis lors d'une opération mondiale d'INTERPOL », 20 juillet 2022.

La demande mondiale en forte augmentation de médicaments contre le diabète, de médicaments amaigrissants (GLP-1) ainsi que de compléments peptidiques a créé une opportunité lucrative pour les réseaux criminels. Ces groupes exploitent les pénuries d'approvisionnement pour inonder les marchés de versions falsifiées dangereuses, une menace qui s'étend désormais sur les cinq continents. L'émergence de nouvelles formulations orales présente un défi supplémentaire, car les comprimés sont plus faciles à falsifier et à distribuer en masse que les injectables.

Une préoccupation émergente est la falsification de produits médicaux vétérinaires. Les réseaux criminels ciblent de plus en plus le secteur de la santé animale, produisant et distribuant des vaccins, antibiotiques et parasitocides vétérinaires falsifiés. Ces produits mettent en danger le bien-être animal et peuvent entrer dans la chaîne alimentaire, posant de graves risques pour la santé publique, notamment la résistance aux antimicrobiens et les résidus de médicaments dans les aliments.

Les réseaux criminels utilisent désormais l'IA pour créer des faux soutiens et témoignages convaincants. De plus, même les dispositifs de sécurité standard comme les codes QR sont régulièrement copiés, rendant la sérialisation simple insuffisante comme garantie, en particulier lorsqu'ils sont fournis en ligne et non via un point de vente réglementé où ils peuvent être vérifiés par un logiciel d'authentification. La désinformation, les promotions en ligne trompeuses et les canaux de distribution non légitimes créent un risque réel pour les patients. Les organisations criminelles transnationales ne se limitent plus aux distributeurs de rue ; elles infiltrent systématiquement l'écosystème pharmaceutique en ligne.

Animée par des gains financiers importants et rendue possible par les avancées technologiques, la falsification de produits médicaux présente un défi sans cesse croissant, car il devient progressivement plus difficile pour les autorités et les consommateurs de la détecter.

OBJECTIFS DE LA CONFÉRENCE

S'appuyant sur l'engagement de la République de Moldova en faveur de la santé publique et de l'État de droit, cette conférence vise à :

- ▶ **Promouvoir l'adhésion** : Encourager les États de la région à signer, ratifier et mettre en œuvre efficacement la [Convention MEDICRIME](#).
- ▶ **Analyser les menaces émergentes** : Présenter les dernières conclusions des opérations des forces de l'ordre, en se concentrant sur le trafic de produits médicaux liés au mode de vie, les peptides et l'utilisation abusive des plateformes numériques.
- ▶ **Renforcer la coopération multipartite** : Favoriser le dialogue entre tous les acteurs (autorités sanitaires, douanes, police et acteurs juridiques) pour construire l'approche multidisciplinaire requise par la Convention.
- ▶ **Renforcer les réseaux transfrontaliers** : Faciliter les contacts opérationnels entre les États Parties et les parties prenantes internationales axées sur les produits médicaux falsifiés et les infractions connexes.

ORGANISATION

Lieu		Radisson Blu Leograd Hotel Chişinău, Republic of Moldova
Horaires		9h00 – 17h00 (heure d'été d'Europe de l'Est – EEST)
Pauses café		10h40 et 15h00
Déjeuner		12h30
Interprétation		Interprétation simultanée pour toutes les sessions (anglais, français, roumain)
Photo de groupe		9h30
Événement social		17h00

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits humains du continent. Il comprend 46 Etats membres, dont 27 sont également membres de l'Union européenne. Tous les Etats membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits humains, la démocratie et l'Etat de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en oeuvre de la Convention dans les Etats membres.

